



Géopolitique et gouvernance de l'Arctique : actualités et enjeux

Émilie CANOVA

Contrairement à l'imaginaire collectif, l'Arctique n'est pas qu'un océan couvert de glace habité par les seuls ours polaires. Traditionnellement défini comme la région se situant au nord du cercle polaire, l'Arctique recouvre aussi les territoires de huit États souverains et de populations autochtones.

Par ailleurs, depuis une vingtaine d'années, les rapides changements environnementaux (fonte de la banquise), climatiques (réchauffement quatre fois plus rapide que le reste du monde) et géostratégiques (présence de ressources énergétiques et halieutiques) ont éveillé les intérêts d'acteurs internationaux pour l'Arctique.

Cependant, l'Arctique est resté une zone de paix relativement immune aux bouleversements géopolitiques extérieurs grâce à la coopération régionale établie à la fin de la Guerre froide, notamment au sein du Conseil de l'Arctique. La guerre russe en Ukraine a bouleversé cet équilibre et mis les institutions de gouvernance à l'arrêt alors que le réchauffement climatique reste la principale menace à la stabilité de la région et demande une coopération régionale accrue. La situation sécuritaire a également évolué avec la demande d'adhésion à l'OTAN de la Suède et de la Finlande.

Dans ce contexte, se pose la question de l'avenir et de l'adaptation des institutions de gouvernance aux évolutions géopolitiques et climatiques actuelles. La présentation abordera les dynamiques géopolitiques à l'œuvre dans l'Arctique autour de l'actualité de la passation en mai 2023 de la présidence du Conseil de l'Arctique de la Russie à la Norvège, de l'entrée de la Finlande dans l'OTAN, ainsi que les intérêts d'acteurs non-arctiques (France, Union européenne et Chine principalement) pour cette zone.